

ATDA NUMÉRO 4

Janvier - Mars 2020

COMITE SCIENTIFIQUE :

Pr. Patrice S. Aristide BADJI

*Agrégé des Facultés de Droit,
Université Cheikh Anta Diop
Directeur du Centre d'Étude et de Documentation sur les
Institutions et les Législations Africaines*

Pr. François BIBOUM BIKAY

*HDR - Maître de conférence en droit privé et sciences
criminelles
Université de Donala (Cameroun)*

Pr. Maurice KOM KAMSU

*Maître de conférence en droit privé et sciences criminelles
Université de Maroua (Cameroun)*

Dr. Papa Assane TOURE

*Magistrat
Secrétaire général Adjoint du Gouvernement
(Sénégal)
Chargé des Affaires juridiques*

Contact Revue : revueatda@legiafrica.com

SOMMAIRE

DROIT COMMERCIAL

- La défaillance du débiteur, cause de constat de la résiliation du contrat de crédit-bail et de restitution du bien mobilier, objet dudit contrat
Par Patrice Samuel Aristide BADJI, Agrégé des Facultés de droit
- L'inexécution d'un contrat synallagmatique, cause de résolution et de restitution du montant versé par le demandeur
Par Patrice Samuel Aristide BADJI, Agrégé des Facultés de droit
- Le caractère d'ordre public des conditions du droit au renouvellement
Par Patrice Samuel Aristide BADJI, Agrégé des Facultés de droit
- Compétence du juge des référés pour constater la résiliation du bail à usage professionnel en présence d'une clause résolutoire
Par Patrice Samuel Aristide BADJI, Agrégé des Facultés de droit
- Même s'il est déchu de son droit au renouvellement du bail, le preneur qui continue d'occuper les lieux et à payer les loyers après l'expiration du bail à durée déterminée ne peut voir son nouveau bail résilié qu'après délivrance d'un congé
Par Gilbert Coumakh FAYE, Docteur en droit





- Expiration du bail à durée déterminée : le locataire est obligé de quitter les lieux au risque de payer une indemnité d'occupation
Par Gilbert Coumakh FAYE, Docteur en droit
- Le preneur déchu du droit au renouvellement du bail, un occupant sans droit ni titre
Par Emmanuel Douglas FOTSO, Docteur en droit

DROIT DES SOCIÉTÉS

- Le nouveau visage de l'émission des valeurs mobilières étrangères dans la CEMAC
Par Jean-Aimé JENDJOU NJEVEME, Assistant Juridique
- Faute de gestion du dirigeant social : L'associé est tenu d'apporter la preuve d'un préjudice personnel distinct de celui de la société
Par Gilbert Coumakh FAYE, Docteur en droit

DROIT DES PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

- Les conditions de recevabilité d'un appel en matière de saisie immobilière
Par François BIBOUM BIKAY, HDR-Maître de conférence
- Le bénéfice de l'article 54 de l'AUVE : L'exigence d'éléments objectifs établissant le péril allégué
Par François BIBOUM BIKAY, HDR-Maître de conférence
- L'impossibilité de subordonner l'appel des décisions du juge du contentieux à un taux de ressort fixé par le droit national
Par Emmanuel Douglas FOTSO, Docteur en droit
- Appel des décisions rendues sur opposition : le domaine de l'article 15 de l'AUPSRVE
Par Emmanuel Douglas FOTSO, Docteur en droit
- Impossibilité d'interruption d'une exécution provisoire déjà entamée
Par AKONO ADAM Ramsès, Docteur en droit
- Les factures non contresignées du débiteur ne peuvent constituer la preuve irréfragable de la certitude d'une créance
Par Jean-Aimé JENDJOU NJEVEME, Assistant Juridique
- Le chèque instrument de paiement et non de garantie revenu impayé pour défaut de provision suffit à justifier la procédure d'injonction de payer
Par Jean-Aimé JENDJOU NJEVEME, Assistant Juridique
- Le paiement partiel d'une créance ne remet pas en cause son caractère liquide
Par Jean-Aimé JENDJOU NJEVEME, Assistant Juridique
- Les règles d'application du délai d'appel prévu par l'article 15 de l'AUPSRVE





DROIT DE L'ARBITRAGE

- L'incompétence du juge étatique en présence d'une convention d'arbitrage
Par DJOFANG Darly-Aymar, Avocat au Barreau du Cameroun
- La clause d'arbitrage insérée dans une convention de prêt fonde la compétence exclusive du Tribunal arbitral
Par DJOFANG Darly-Aymar, Avocat au Barreau du Cameroun
- L'irrecevabilité de l'appel formé contre une sentence arbitrale
Par DJOFANG Darly-Aymar, Avocat au Barreau du Cameroun
- L'incompétence de principe de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage pour connaître du pourvoi contre une décision du juge étatique rejetant la demande d'exéquatur d'une sentence arbitrale rendue sur le fondement des règles différentes de celles de l'Acte uniforme relatif au droit de l'arbitrage
Par DJOFANG Darly-Aymar, Avocat au Barreau du Cameroun
- La sentence arbitrale est insusceptible d'appel
Par OHANDJA Paul Francis, Docteur en droit
- Impossibilité d'interruption d'une exécution provisoire déjà entamée
Par AKONO ADAM Ramsès, Docteur en droit

PROCÉDURES COLLECTIVES

- Cessation des paiements d'une société qui n'honore pas ses engagements et dont l'actif est insignifiant
Par Patrice Samuel Aristide BADJI, Agrégé des Facultés de droit
- L'appréciation de l'existence d'un projet de concordat sérieux appartient au juge du fond
Par Patrice Samuel Aristide BADJI, Agrégé des Facultés de droit

DROITS NATIONAUX

- Le visage Janus du régime de la réduction des créances non remboursées accordées par les banques et les microfinances au Cameroun
Par Jean BANGWEN, Juriste d'affaire



- Action en responsabilité non contractuelle dirigée contre l'Union : la prescription est acquise après trois ans depuis la date de l'arrêt définitif de la juridiction nationale d'Appel
Par Gilbert Coumakh FAYE, Docteur en droit

